

## GILETS JAUNES : RUPTURES ET POSSIBLES.

### 1) Une nouvelle séquence.

**Ce qui fait rupture et nouveauté** avec le mouvement des GJ, c'est que bon nombre de gens refusant la représentation (« *on n'a pas à parler à notre place* », « *on peut dire nous mêmes ce que l'on veut* » etc) ont mis en avant qu'il est possible et nécessaire de **se présenter soi-même, physiquement**, pour compter et exister, et que cela ouvre à une confiance en soi et aux autres, tous ceux avec qui on partage certaines préoccupations. Que cela se déroule aussi dans la durée (3 mois maintenant) n'est pas anodin. Une telle ténacité veut dire quelque chose : il y a volonté des gens à porter eux-mêmes leurs affaires, leur volonté, leur pensée.

**Cela marque la fin de la légitimité de la représentation** : toute la séquence où le parlementarisme était considéré comme le garant de la démocratie et sa seule forme possible se termine. Au contraire, la représentation parlementaire apparaît aujourd'hui pour ce qu'elle est : une façon d'opprimer les gens, d'imposer des choix contre eux, contre le bien public et l'intérêt général, et de le faire au nom de la défense de la démocratie et de la république : « *le vote a eu lieu, vous devez accepter et vous taire, vos représentants savent ce qui est bien pour vous* ». Avec le mouvement actuel, tout cela vole en éclats.

Avec les paroles avancées dans le mouvement GJ, on est bien loin de la litanie stérile du « *ils sont tous pourris* », mais bien plus en positif : « *on se montre, on sort, on dit et on parle entre nous et devant tous : on compte, on existe* ». L'explication du populisme pour qualifier ce mouvement est alors bien courte. Et cette présentation des gens eux-mêmes, quoi qu'en dise Macron, est bien plus légitime qu'une élection dont le but est de demander aux gens de se taire une fois qu'elle a eu lieu.

Cette volonté de se présenter soi-même a mis en évidence que ce que pense un « *jojo en gj* » compte autant que ce que pense un ministre, ce qui ébranle toute la construction politicienne des partis, des élus, du gouvernement, du président, comme seules instances pensantes et décisionnaires possibles. (Macron au journal Le Point : « *Jojo avec un gilet jaune a le même statut qu'un ministre ou un député !* » ce qui l'indigne au plus haut point...).

Ce changement important des subjectivités, ce passage de la représentation à la présentation ouvre une nouvelle séquence où la politique redevient possible, où elle peut redevenir l'affaire des gens après des années où l'Etat se l'est accaparée et en a fait son affaire exclusive.

En Mars 2018, nous avons proposé et lancé « Le Journal des Possibles » *-pour un nouvel espoir du côté des gens-*, car nous partions de cette hypothèse de la politique à nouveau possible ([lien vers l'article](#)).

Pour avancer cela, nous nous appuyions alors sur 3 éléments : l'existence de prises de position individuelles de plus en plus nombreuses sur des questions comme celle des réfugiés, des mineurs isolés, de situations précises dans des quartiers populaires... ; nos propres expériences de terrain où des gens différents se rencontrent et décident ensemble sur le logement, l'école, la jeunesse... avec un souci permanent d'inclure tout le monde ; et enfin la crise de l'état parlementaire, dont l'élection de Macron était la conséquence.

Le mouvement des GJ, le fait que des gens décident d'apparaître et de porter ce qu'ils pensent et veulent vient confirmer la réalité de cette nouvelle séquence.

## 2) Des questions ouvertes (certainement pas les seules...)

Nous proposons quelques points à réfléchir, et éventuellement à mettre en œuvre, *à partir* du mouvement des GJ et non *à propos* du mouvement des GJ. La nuance est importante, car dans un cas (*à propos*) on se situe d'un point de vue de commentateurs, de sociologues, en surplomb, un point de vue analytique ou moraliste, de jugement ; dans l'autre façon d'aborder le mouvement (*à partir*), on accepte d'interroger la situation, d'interroger ce qui est dit et fait dans ce mouvement ; on accepte donc de s'interroger pour essayer de penser ce qui se joue, le contemporain, les temps présents, avec comme idée qu'il n'y a pas d'explication préalable, de clefs données à l'avance par une théorie politique ou une philosophie pour appréhender et penser tout cela.

Voilà à nos yeux quelques points nouveaux, qui font rupture et que nous mettons en débat :

- **Si on ne veut plus de la représentation comme façon de faire et penser la politique, alors qu'est-ce qu'il peut y avoir ?**

Tout dépend de ce que l'on cherche.

Si ce que l'on cherche c'est que l'Etat redevienne légitime aux yeux de tous suite à la crise profonde de la représentation parlementaire qu'a fait apparaître le mouvement GJ, alors oui, il faut chercher quelle structure mettre

en place, quel rouage inventer entre les gens et l'état afin que le gouvernement puisse rester le maître du jeu, c'est à dire le seul à dire les possibles et à décider pour tous.

Quoiqu'il en paraisse et quel que soit le nom donné le Referendum d'Initiative Citoyenne ou le RIPartagée (mis en place d'ailleurs par Sarkozy), y participe. Ce n'est pas par une question fermée, où on ne peut répondre que par oui ou non, qu'on développe une quelconque pensée, une quelconque discussion sérieuse, une quelconque volonté des gens. De plus, rien ne garantit que les questions aient à voir avec l'intérêt général, avec la volonté d'inclure tout le monde comme comptant à égalité, comme faisant partie à part entière du pays. Macron se prête d'ailleurs très bien à ce jeu de dupes : il a défini des points de débat (*quel service public supprimer, quel quota sur l'immigration, la laïcité etc...*), points qui n'ont jamais été portés par les gens eux-mêmes dans le mouvement.

Contrairement à ce que certains disent ou espèrent, le RIC ou RIP n'a comme effet que de confisquer à nouveau la parole des gens, de les dessaisir une nouvelle fois de la politique. Macron d'ailleurs se dit prêt à proposer un référendum.

Si on cherche à constituer une capacité, une puissance des gens **sur** l'Etat, alors ce qu'on cherche à résoudre se donne autrement.

Tout d'abord un point de méthode : l'importance de partir de ce qui a lieu, de ce qui est dit et tenté par certains depuis plusieurs mois maintenant. Dans ce mouvement une véritable solidarité à mettre en place se cherche, des liens de personne à personne se créent : **des gens différents se parlent, s'écoutent et prennent le temps nécessaire à cela**. Il y a une importance des paroles, des mots, des affirmations qui sont formulées. Ce n'est qu'à partir de là, de la prise au sérieux de ce qui est dit par chacun dans la situation, que peut exister une véritable puissance des gens : de la confiance peut naître car chacun parle en son nom et pas au nom des autres, et ce qu'il dit l'engage. Ainsi tout le monde sait à quoi, à qui, on a affaire et on peut donc éventuellement décider ensemble.

Est-ce que l'étape qui s'ouvre n'est pas justement celle-là : renforcer ce genre de lieux, de moments, **où l'on peut débattre et décider ensemble sur chaque point qui touche tout le monde** : sur le mépris et le respect ; sur ce qu'on appelle en général « les services publics » : école, santé, soutien aux plus pauvres et plus fragiles, logement etc... ; sur le fait que tous ceux qui vivent dans le pays soient comptés et considérés à égalité ; sur définir des points qui parlent pour tous c'est à dire qui prennent en compte tout le monde, afin de ne laisser personne sur le côté de la route ?

Il peut s'ouvrir là un nouveau rapport entre les gens et l'Etat, un nouveau face à face qui ne se déroule pas sous sa direction unique. Ce sont des processus, des batailles que chacun peut maîtriser et mener et qui permettent à chacun d'intervenir réellement, concrètement, sur une situation précise, d'un point de vue collectif, porteur de l'intérêt général.

De ce point de vue, l'opposition « local/global » apparaît comme nocive car visant encore une fois à dessaisir les gens eux-mêmes de leur capacité politique : les tenants du « global », dénonciateurs sans fin du système comme ennemi, ou propagandistes d'un projet de société idéal, renvoient inévitablement au pouvoir d'Etat, au centralisme, au lieu unique de décisions et de commandement auquel les gens doivent en dernier ressort se soumettre.

Mener là où on est, là où c'est possible, les débats et batailles nécessaires, **s'inscrire dans la transformation de situations dont le cœur et l'esprit touchent à la vie des gens, dire ensemble ce qui arrive et ce que l'on veut, c'est faire puissance, c'est travailler à contraindre réellement l'Etat, sans être dans l'Etat.**

Le possible dans cette nouvelle séquence est à chercher par là.

- **La question nationale, la question du pays.**

Drapeau tricolore, marseillaise, banderoles avec la devise liberté-égalité-fraternité... Là aussi, si on n'interroge pas sur pourquoi des gens brandissent le drapeau, chantent et défilent derrière la devise, si on se contente d'à-priori tout faits comme grille d'analyse, si on cherche à faire rentrer des phénomènes nouveaux dans des cases anciennes, on ne peut y voir que les pires clichés nationalistes.

Pourtant, dans nombre de situations, ce déploiement de symboles nationaux traduit une volonté réelle de porter la question nationale, la question du pays : témoin ce qui est dit : *« on en fait partie et pourtant on nous refuse un traitement digne ; on refuse de nous voir, de nous considérer, de nous prendre au sérieux ; la France est à nous, pas aux puissants ».*

Il faut ouvrir les débats : qui doit être inclus, reconnu comme étant du pays ? Est-il juste d'exclure certains, de traiter différemment des gens sur des critères particuliers (*lieux de vie, niveau social, origine, religion etc...*) ? Ce point est ouvert publiquement, et quoi qu'en disent Macron et ses intellectuels appointés, il n'y a eu aucun mouvement important anti-immigrés ou anti réfugiés, malgré les tentatives répétées de certains fascistes notoires, et cela contrairement à des manifestations récentes en Allemagne et en Suède. Les seuls discours anti-immigrés ou anti réfugiés entendus sont ceux du

gouvernement et de Macron qui veut à tous prix introduire ce point dans son débat.

La question du pays est donc ouverte comme question d'aujourd'hui pour tous les habitants : on compte tout le monde ou non ? Bien plus que la démission de Macron, ce qui nous est posé, c'est la fin ou la poursuite de l'Etat sans peuple, séparé des gens.

Le cœur du débat sur le pays est là, il est essentiel.

- **Pratiquer une distance à l'Etat plutôt que l'antagonisme.**

L'Etat a décidé de traiter ce mouvement de façon antagonique : les propos méprisants et hautains de Macron, la violence guerrière de la police, la loi ultra répressive votée en sont les points essentiels. Aucune place n'est donnée à la parole des gens, aux assemblées qui se tiennent et aux propos tenus etc...

Le moindre incident est monté en épingle par le gouvernement et les députés qui font monter les enchères : une voiture brûle, une porte de ministère est défoncée, un pneu brûle chez le chef des députés, des insultes fusent etc, les commentaires sont les mêmes : « factieux », « coup d'état », « déstabilisation des institutions »... Tout est bon pour justifier la répression guerrière contre les habitants du pays, traités en ennemis intérieurs.

De toute évidence, la volonté du gouvernement, d'une partie de l'appareil d'Etat, est d'amener les choses sur un terrain où les gens n'ont plus la main : d'un côté, l'antagonisme et la violence guerrière, de l'autre un débat institutionnel où l'enjeu est de confisquer la parole des gens.

Pour avoir la main, ne pas être défaits à plate couture, il faut changer de terrain. Pour cela, en finir avec le jargon anti-étatique, « révolutionnaire » de certains qui s'alimente tout seul et croit enfin l'heure venue. Ce qui est fini est fini, il faut passer à autre chose, **inventer autre chose** : donner pleine place aux gens, à leur capacité et leur intelligence politiques possibles. Rejouer l'antagonisme (prendre, changer l'état etc...) est un leurre, une impasse, et peut vite devenir criminel : l'Etat veut l'antagonisme.

Qu'on ne s'y trompe pas : le débat n'est pas sur la violence et la non-violence, il est sur la capacité des gens ou l'impuissance ; il est sur la possibilité de faire puissance sans prendre, d'une manière ou d'une autre, le pouvoir d'Etat. Exister en se tenant à distance de l'Etat.

On ne peut pas en faire l'économie, autrement on va vers une défaite cuisante, physique et subjective. On sait l'état capable de la faire subir, de faire payer chèrement aux gens leur tentative, à la mesure de la peur qu'elle a provoquée chez ses membres (le nombre de blessés grave est déjà effarant).

Nous proposons de réfléchir, en situations, à ce que dit vraiment cette prescription issue d'un débat en réunion : « **la puissance, c'est de ne plus faire par rapport à en face, mais c'est de tenir dans la durée ce que tu penses et veux toi-même, pour tous** ».

La suite possible de la présentation physique des gens, la puissance réelle qui peut en découler peut venir d'une telle position : être en mesure de décider, à partir de soi-même et avec d'autres, dans une volonté à porter un « pour tous ».

*L'équipe du Journal des possibles  
Février 2019*